

# Intensification des efforts de protection des espèces aquatiques en péril

Dossier de rédaction de H2o  
June 2017

Dominic LeBlanc, ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, a annoncé que neuf espèces aquatiques supplémentaires seront protégées en vertu de la Loi sur les espèces en péril (LEP). Ces espèces qui, pour la première fois, seront inscrites sur la liste de la LEP comprennent cinq poissons d'eau douce, deux mammifères marins, une tortue marine et un mollusque. De plus, au terme d'une évaluation effectuée ces dernières années par le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC), la classification du bœuf-luga (population de l'estuaire du Saint-Laurent) passera d'espèce menacée à espèce en voie de disparition. La population de tortues luth sera divisée en deux unités : la population de l'Atlantique et la population du Pacifique. Les deux populations resteront inscrites en tant qu'espèces en voie de disparition en vertu de la LEP, et on poursuivra les activités pour leur protection et leur rétablissement. La liste des espèces qui seront protégées ou reclassées a été publiée le 3 mai 2017 dans la Partie I de la Gazette du Canada. La LEP régule toute mesure visant à prévenir l'extinction des espèces sauvages et à prendre les mesures nécessaires pour rétablir les espèces en péril. Les décisions concernant la protection d'une espèce en vertu de la Loi sont fondées sur plusieurs facteurs, notamment l'évaluation par le COSEPAC et d'autres avis scientifiques, ainsi que les consultations approfondies menées auprès des Canadiens, des groupes autochtones et de l'industrie, et elles sont prises après une évaluation de leurs effets socio-économiques possibles sur les collectivités. Toutefois, ce ne sont pas toutes les espèces recommandées par le COSEPAC qui font l'objet d'une inscription à la liste en vertu de la LEP. Les espèces aquatiques peuvent également bénéficier d'une protection en vertu de la Loi sur les pêches, de la Loi sur les océans et de la Loi sur les parcs nationaux du Canada, de même qu'aux termes d'un certain nombre d'outils législatifs provinciaux, territoriaux et municipaux, et d'autres outils non législatifs.

Le gouvernement du Canada a promulgué la Loi sur les espèces en péril en 2002 afin de fournir un cadre juridique pour la gestion, la protection et le rétablissement des espèces sauvages. La Loi protège actuellement 125 espèces aquatiques. Une fois que les espèces sont inscrites sur la liste des espèces menacées ou en voie de disparition en vertu de la Loi sur les espèces en péril, un programme de rétablissement est élaboré, qui est suivi par un ou par plusieurs plans d'action. Des plans de gestion sont également établis pour les espèces préoccupantes.

Gouvernement Canada